

Témoignages



Quotidien du parti communiste réunionnais

Mardi 8 septembre 1992

N° 11.355

4,00 F

NOTRE PAYS

Témoignages

«Millénium» compromis?

LA COLÈRE D'EMMANUEL GENVRIN

Une nouvelle fois — la série continue — le théâtre Volland lance un appel angoissé aux institutionnels et à l'opinion sur les difficultés qu'il rencontre alors que sa prochaine création, «Millénium», doit être présentée le 18 septembre prochain. Le S.O.S. a pris la forme d'un «coup de semonce», le théâtre d'Emmanuel Genvrin envisageant des actions «plus dures» si l'asphyxie qu'il dénonce devait se prolonger

La guérilla avec les pouvoirs politiques est au théâtre d'Emmanuel Genvrin ce qu'est le rouguy au can réunionnais.

A quinze jours de la première de «Millénium» — une création internationale pour laquelle le théâtre a mobilisé un nombre important de soutiens extérieurs et invité sept acteurs étrangers de langue française — le théâtre traverse une nouvelle fois une situation financière difficile, qui a rendu furieux son directeur.

«J'ai honte. Tous les organismes extérieurs sollicités pour la création de

«Millénium» ont répondu, le théâtre du Nouvel Ontario (Canada), le théâtre de la Francophonie de Limoges. Mais des financeurs locaux, rien. On a vécu a crédit ces derniers temps. On n'a pas eu de quoi payer les répétitions du mois d'août. On était à deux doigts de faire une grève de la faim mais ça leur ferait trop plaisir! Ils n'attendent que ça... Qu'on crève! Ils se foutent de nous, de ce qu'on fait!»

Emmanuel Genvrin n'a pas de mots assez durs pour dire à la fois les difficultés du théâtre, les risques qu'il court dans ses toutes nouvelles relations avec

d'autres théâtres de la francophonie et la colère que provoque ses démolés — toujours orageux — avec les instances politiques et institutionnelles de la culture.

Il est très difficile de s'y retrouver dans la valse des chiffres que se renvoient le théâtre et les collectivités. Mais hier, Conseil régional et général ont confirmé, chacun avec ses raisons propres, qu'il y a bien un problème «Millénium». Pour le directeur de la troupe, le plus grave tient au fait qu'au mois de septembre, la subvention 92 de la Région ne lui est pas parvenue, que la mairie de Saint-Denis ne bouge pas le petit doigt, que le ministère a décidé de retenir son deuxième versement (200.000 francs) pour cause de «comptes délicatés en fin 91» et que le Conseil Général aurait une dette de 300.000 francs, depuis «Carousel», la précédente création.

«La Région nous a annoncé 220.000 francs pour 92. Sur le papier. Le ministère nous a annoncé la semaine dernière qu'il retenait la deuxième moitié de la subvention 92. Évidemment on a eu des problèmes l'année dernière: le Conseil général n'a pas tenu ses promesses. On a eu une première rupture de finances en début d'année. Nous avons été payés en janvier 92 par Anatiom-Dom. Mais lorsque la subvention annuelle du Conseil général est arrivée en février-mars (475.000 francs), comme il nous devait 300.000 francs pour «Carousel», on a

dû prendre sur la subvention pour liquider nos dettes.»

Les explications du directeur du théâtre Volland donnent une idée des numéros de jonglage qui accompagnent le travail régulier de la troupe. «Tout l'argent qui rentre va aux actions immédiates. On démarre l'année avec pratiquement rien. C'est la tactique des institutions: privilégier le financement exceptionnel, au détriment de la vie des troupes. Les reprises, les tournées, les éditions... tout cela n'entre pour rien dans le calcul des subventions. La réponse du ministère a été «vous n'avez plus d'argent, ne faites plus rien». Le coût social, ils s'en foutent!!» Il lumline toujours Emmanuel Genvrin, qui dénonce aussi des arrière-pensées aux allègements des institutionnels. «Ils n'attendent qu'une chose, c'est qu'on se casse la figure, on fait un travail difficile avec les acteurs étrangers et tout le monde s'en fout. Pour l'accueil des

acteurs étrangers (en plein mois d'août — Ndr), il n'y a que Jean-Pierre Clair de l'ODC qui est passé. Mais personne de Saint-Denis, ni de la DRAC, ni du Conseil général, ni de la Région...»

Bref, le directeur du théâtre Volland estime la situation assez grave pour interpeller tout le monde et taper du poing sur la table: «C'est la crédibilité de Volland qui est en jeu auprès des Canadiens — estime-t-il. La directrice du Nouvel Ontario a fait 24.000 km et elle tombe sur des guignols qui sabotent le travail. «Millénium» met en jeu dix professionnels extérieurs, dont sept acteurs et treize acteurs réunionnais. Si rien ne bouge, il faudra d'autres actions» annonce Emmanuel Genvrin.

«Millénium» compromis? On connaît trop la pugnacité du théâtre Volland pour l'admettre sans réserve. Mais la campagne de promotion s'annonce chaude.

Pascale David

Marc Hoarau (Conseil régional)

«C'est un ultimatum!»

Le directeur de cabinet de Camille Sudre, Marc Hoarau, reconnaît d'emblée que le théâtre Volland n'a pas eu la réponse à sa demande. «Le dossier est à l'instruction», dit-il en dénonçant aussi «la mauvaise loi» du directeur de la troupe. «Un transfert de crédit est prévu sur l'enveloppe 92, situant à 320.000 F la subvention de cette année. Mais il y a quinze jours, M. Genvrin, après avoir tout verrouillé dans son programme, a demandé 400.000 francs supplémentaires. Où allons-nous les trouver?» La Région estime être «sous pression» et ne voit pas non plus quelle justification donner au fait que, si elle accédait à la demande d'Emmanuel Genvrin, les 720.000 francs réclamés constitueraient 1/3 du montant global des subventions de cette assemblée à l'ensemble des treize troupes ou associations de théâtre. «Ce n'est raisonnable ni sur le fond, ni sur la forme, ni dans les délais», tranche sèchement le directeur de cabinet. Quant à la suggestion d'Emmanuel Genvrin d'abandonner le financement de «concerts démagogiques» pour aider la création, le responsable de la Région répond sans appel. «Si M. Genvrin veut décider de la politique culturelle de la Région, qu'il se fasse élire!»

Paul Mazaka (Conseil général)

«Ce qui est dû sera payé»

Tout en précisant qu'il ne sait pas sur la base de quels chiffres raisonne M. Genvrin, Paul Mazaka, du cabinet de la présidence, estime que le reliquat à payer n'est pas si important et que «s'il reste quelque chose à payer, cela va être fait». Il y a bien une «histoire Millénium» qui traîne dans les dossiers du Conseil général mais elle ne semble pas encore avoir été exhumée. «Voyons... Millénium... Millénium... ce n'est pas une pièce inscrite pour le sommet de la francophonie, en 93?»